

Brochure n° 3102

Convention collective nationale

IDCC : 1747. – **ACTIVITÉS INDUSTRIELLES
DE BOULANGERIE ET PÂTISSERIE**
(12^e édition. – Septembre 2004)

AVENANT N° 1 DU 8 FÉVRIER 2006
RELATIF À LA PROFESSIONNALISATION
NOR : ASET0650395M

PRÉAMBULE

Dans le souci d'une amélioration constante des conditions de déroulement de la formation professionnelle dans la profession, les parties signataires de l'accord du 12 avril 2005 affirment leur volonté de permettre un remboursement mieux adapté des frais liés à la formation ainsi que de favoriser le recours aux périodes de professionnalisation.

C'est dans ce cadre que les parties signataires de l'accord du 12 avril 2005 concernant la formation professionnelle dans les entreprises relevant des activités industrielles de la boulangerie et pâtisserie conviennent de modifier cet accord dans les conditions suivantes.

Article 1^{er}

Objet de la période de professionnalisation

Les périodes de professionnalisation ont pour objet de favoriser, par des actions de formation, le maintien dans l'emploi ou l'évolution professionnelle des salariés en contrat à durée indéterminée.

Dans ce cadre, les parties conviennent de fixer prioritairement ces actions à des formations permettant d'acquérir une des qualifications prévues à l'article L. 900-3 du code du travail, sans toutefois exclure d'autres types de formations, si celles-ci sont conformes à l'objet fixé ci-dessus.

Article 2

Prise en charge des coûts de la professionnalisation

Les parties conviennent de fixer les plafonds horaires de prise en charge par l'OPCA des actions d'évaluation, d'accompagnement et de formation sur les bases suivantes, en lieu et place des dispositions réglementaires.

Période de professionnalisation :

- 12 € pour les actions non prioritaires au sens de l'article 1^{er} ci-dessus ;
- 25 € pour les actions prioritaires permettant d'acquérir une des qualifications prévues à l'article L. 900-3 du code du travail ;
- 40 € pour les actions inscrites dans une démarche VAE,

Contrat de professionnalisation : 25 € pour les actions prioritaires permettant d'acquérir une des qualifications prévues à l'article L. 900-3 du code du travail (diplôme et titre homologué, reconnaissance CCN et actions qualifiantes reconnues par la CPNE de type CQP).

Article 3

Durée et suivi de l'accord

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée.

Il forme un tout indivisible avec l'accord du 12 avril 2005.

En conséquence, ses modalités d'application, de révision et de dénonciation sont celles fixées à cet accord.

Article 4

Date d'application. – Demande d'extension

Le présent avenant entrera en vigueur à la date de signature.

Les parties signataires conviennent de demander l'extension du présent accord au ministère des affaires sociales, du travail et de la cohésion sociale.

Fait à Paris, le 8 février 2006.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

Fédération des entreprises de boulangerie et pâtisserie françaises ;
Groupement indépendant des terminaux de cuisson (GITE) ;

Syndicats de salariés :

Fédération générale agroalimentaire CFDT ;
Fédération des syndicats CFTC commerce, service et force de vente (CSFV) ;
Fédération nationale agroalimentaire CFE-CGC ;
Fédération générale des travailleurs de l'agriculture de l'alimentation, des tabacs et des sections connexes (FGTA) FO.